

INSTITUT LUMIERE**25, rue du 1^{er} Film****69008 LYON****RAPPORT DU COMMISSAIRE AU COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS****Exercice clos le 31 décembre 2024****EUREX-AUDIT RHONE-ALPES**

Société par actions simplifiée au capital de 10.000 euros - Siren n° 812 717 320 RCS Annecy

TVA FR 33 812 717 320 - Code Naf 6920 Z

Siège Social : 1 rue du Champ de la Vigne - CS 40074 - 74603 Seynod Cedex - Tél : 04 50 69 03 04

Bureau de Lyon : 53 rue Vauban - 69006 Lyon - Tél : 04 72 75 49 00 - E-mail : eurex.lyon@eurex.fr
www.eurex.fr

INSTITUT LUMIERE
25, rue du 1^{er} Film
69008 LYON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association INSTITUT LUMIERE,

1- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association INSTITUT LUMIERE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2- Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3- Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « Faits caractéristiques – Continuité d'exploitation » de l'annexe des comptes annuels.

4- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

5- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Le rapport moral et financier ainsi que les documents sur la situation financière et sur les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale ne nous ayant pas été communiqués, nous n'avons pas été en mesure de procéder à la vérification de ces documents en vue de nous assurer de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

6- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

7- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LYON, le 13 juin 2025

Le Commissaire aux comptes
EUREX AUDIT RHONES-ALPES

Membre de la Compagnie Régionale de Dauphiné-Savoie

Bruno MICHEL
Associé



Bilan Actif

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024		Au 31/12/2023	
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	2 461 644	2 260 634	201 010	245 961
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	1 430 087	896 817	533 270	531 185
Autres immobilisations corporelles	4 719 939	2 979 115	1 740 824	1 966 828
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	8 893		8 893	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	707 600	334 000	373 600	722 600
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	45 227		45 227	44 537
TOTAL I	9 373 389	6 470 565	2 902 824	3 511 111
Comptes de liaison				
II				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et encours	528 403	356 776	171 627	155 129
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	352 996		352 996	529 675
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	1 638 108		1 638 108	1 907 579
Valeurs mobilières de placement	4 930		4 930	3 854
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 077 324		1 077 324	405 086
Charges constatées d'avance	165 591		165 591	139 252
TOTAL III	3 767 352	356 776	3 410 576	3 140 575
Frais d'émission des emprunts				
IV				
Primes de remboursement des obligations				
V				
Ecarts de conversion actif				
VI				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	13 140 741	6 827 341	6 313 399	6 651 686

Bilan Passif

	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	33 050	33 050
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	45 735	45 735
Réserves pour projet de l'entité	30 490	30 490
Autres réserves	228 529	228 529
Report à nouveau	804 120	996 942
Excédent ou déficit de l'exercice	22 130	-192 822
Situation nette	1 164 053	1 141 923
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	951 899	863 724
Provisions réglementées		
TOTAL I	2 115 953	2 005 647
Comptes de liaison		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	70 000	238 920
TOTAL III	70 000	238 920
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	25 000	
TOTAL IV	25 000	
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 438 567	1 787 203
Emprunts et dettes financières diverses	130 000	157 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 634 070	1 758 820
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	579 039	594 776
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	5 022	2 419
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	315 748	106 900
TOTAL V	4 102 447	4 407 118
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	6 313 399	6 651 686

Compte de résultat

	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	986 149	603 948
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	4 544 300	4 295 434
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	4 304 223	4 162 323
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	177 473	308 183
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	231	265
TOTAL I	10 012 376	9 370 152
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	453 672	381 950
Variation de stocks	2 062	-2 184
Autres achats et charges externes	5 529 011	5 799 196
Aides financières	15 000	
Impôts, taxes et versements assimilés	225 829	214 856
Salaires et traitements	2 078 646	2 052 082
Charges sociales	879 958	850 557
Dotations aux amortissements et dépréciations	491 279	241 666
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	103 903	112 111
TOTAL II	9 779 359	9 650 233
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	233 017	-280 081
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	5 978	5 735
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	5 978	5 735
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions	334 000	
Intérêts et charges assimilées	40 766	51 786
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	374 766	51 786
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-368 788	-46 051
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	-135 771	-326 132

Compte de résultat (Suite)

	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	26 672	44 530
Sur opérations en capital	217 817	112 222
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	244 489	156 752
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	1 040	23 441
Sur opérations en capital	6 321	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	25 000	
TOTAL VI	32 361	23 441
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	212 128	133 310
Participations des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
	54 227	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	10 262 843	9 532 639
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	10 240 713	9 725 460
EXCEDENT OU DEFICIT	22 130	-192 822
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature	254 916	
Bénévolat	247 912	
TOTAL	502 828	
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	254 916	
Prestations en nature		
Personnel bénévole	247 912	
TOTAL	502 828	

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 6 313 399 Euros, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : 22 130 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PRESENTATION GENERALE

Activité de l'Association :

L'activité principale de l'association consiste en la conservation et la diffusion des documents cinématographiques et audiovisuels. L'Institut Lumière a notamment la responsabilité d'un musée, de 3 salles de cinéma, d'une cinémathèque, d'une bibliothèque, de la conservation des collections, de la gestion des droits d'auteurs sur les films des Frères Lumière, et de l'acquisitions et la gestion des droits d'auteur sur tout autre film. Elle procède à la diffusion de la culture cinématographique et audiovisuelle à travers des festivals et autres manifestations.

L'Institut Lumière a pour mission de transmettre à travers différentes propositions pédagogiques, le patrimoine cinématographique sous toutes ses formes auprès de la production, l'édition, la réalisation et la publication dans le domaine cinématographique et audiovisuel

L'association réalise également de la vente de produits dérivés.

Lieu d'exploitation de l'activité de l'Association :

Le siège social de l'association se situe au 25, rue du 1er Film, 69008 - LYON.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

Continuité d'exploitation

L'exercice a été marqué par des tensions de trésorerie liées à des échéances d'emprunts supérieures à la capacité d'autofinancement de l'association, accentuées par un décalage entre les dépenses engagées et les financements perçus.

Le plan de trésorerie post-clôture confirme la persistance de ces difficultés.

Eu égard à la situation financière de l'association, l'Institut Lumière constate que sa continuité d'exploitation pourrait être remise en cause.

Détention de capital "SAS LES CINEMAS LUMIERE"

L'association INSTITUT LUMIERE détient 65 % des parts de la SAS Les Cinémas Lumière. Eu égard à l'évaluation récente des Cinémas Lumière qui a été réalisée, il a été décidé de déprécier sur 2024 les parts détenues à hauteur de 50,50 % soit 334.000 euros. Cette dépréciation vient impacter significativement le résultat 2024 de l'association INSTITUT LUMIERE.

Comparatif 2023/2024

Le musée, ainsi que des salles du sous-sol de la Villa, ont réouvert au cours du 4ème trimestre 2023, après 9 mois de travaux. Les recettes consécutives à cette réouvertures sont conséquentes sur l'année 2024. Le comparatif sur une année complète est rendu difficile.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| • Logiciel | 1 à 3 ans, |
| • Agencements et aménagements | 5 ans, |
| • Mobilier de bureau et informatique | 3 ans, |
| • Mobilier | 5 à 10 ans. |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence. Aussi, au 31 décembre 2024, les titres détenus dans la société LES CINEMAS LUMIERE ont été dépréciés à hauteur de 334.000 euros, soit 50,50 %.

Les informations relatives aux filiales SAS CAFE LUMIERE et SAS SORTIES D'USINES PRODUCTIONS datent de l'exercice 2023, faute d'éléments actualisés disponibles à la date d'arrêté des comptes.

Stocks

Valorisation des stocks

Les stocks se composent de livres et produits dérivés.

Les méthodes de valorisation pratiquées sont les suivantes :

- valorisation en entrée en valeur d'achats,
- valorisation en entrée en valeur de prix de revient pour les dons Actes Sud (le cas échéant),
- sortie des stocks au prix d'entrée.

Dépréciation des stocks

Les stocks sont dépréciés selon les règles suivantes :

- Les livres de plus d'un an et ayant de très faibles ventes en 2024 sont dépréciés à 100%,
- Les produits dérivés anciens, ne faisant pas l'objet d'achats depuis plusieurs années et dont les ventes sont marginales, sont dépréciés à 100% (stocks posters, affiches...). Ceux concernant le Festival sont dépréciés à 100%,
- Les livres donnant lieu à des ventes significatives et régulières ne sont pas dépréciés,
- Les revues "Positif" sont dévalorisées à 90 %,
- La valeur du stock de la librairie s'élève à 249.076,06 €. Ce stock est déprécié à 40 % pour 122.810,05 € correspondant au montant de la valeur des livres en stock depuis plus de 3 mois et parus depuis plus de 12 mois, hors livres de poche, encyclopédies, dictionnaires et livres scolaires.
- Par ailleurs, la part du stock MEDIALOG est déprécié sur la base des informations communiqués par l'entité (règles propres à MEDIALOG en fonction des références).

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir pour un montant total de 518.192,45 euros :

- Région Auvergne Rhône-Alpes : 206.000 euros,
- Europe : 216.000 euros,
- Métropole Grand Lyon : 86.692,45 euros,
- CNL : 3.500 euros,
- CNC : 6.000 euros.

Ainsi que du solde des comptes réciproques liés à des participations :

- avec la SAS LES CINEMAS LUMIERE à hauteur de 657.083,34 euros,
- avec la SAS CAFE LUMIERE à hauteur de 107.497,72 euros.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

Le détail de ces subventions est précisé sur un tableau annexe.

Par ailleurs, sur 2024, l'association a perçu deux subventions d'investissement rétroactif relatives à des immobilisations acquises en 2023 et 2024 :

- Ville de Lyon : 200.000 euros,
- Région Auvergne Rhône-Alpes : 100.000 euros.

Les reprises sur les dotations 2023 ont été comptabilisées sur l'exercice 2024.

Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à 70.000 euros. Ils correspondent à des fonds reçus dans le cadre des 100 ans du Cinéma Américain, qui a été budgété sur l'exercice 2026.

Provision pour risques et charges

Une provision pour risques et charges a été constituée à la clôture de l'exercice à hauteur de 25.000 euros. Cette provision est relative à un litige prud'homal.

Emprunts

Au cours de l'exercice, l'entité n'a pas souscrit à de nouveaux emprunts.

Le montant restant à rembourser au 31/12/2024 est de 1.568.203 euros.

L'Institut Lumière a 4 prêts PGE obtenus en 2020 et 2021 pour la somme de 1.300.000 euros. L'Institut Lumière a remboursé en 2024 la somme de 286.850 euros.

Pour les 2 premiers PGE (BNP 200K€ et CC 300K€), les remboursements ont débuté en 2022 et se terminent en 2026.

Pour les 2 PGE (BNP 400K€ et CC 400K€), les remboursements ont débuté en 2022 et se terminent en 2027.

En 2023, l'entité a obtenu 2 prêts pour financer les travaux des 2 salles de cinéma du sous-sol de la Villa : un prêt de 635K€ et un prêt de 235K€.

L'Institut Lumière a remboursé en 2024 la somme de 62.150 euros.

Le prêt de 235K€ sera remboursé en totalité en 2030.

Le prêt de 635K€ sera remboursé en totalité en 2038.

Par ailleurs, l'association dispose d'un prêt auprès du CNC à hauteur de 130.000 euros.

Produits constatés d'avance

Les produits constatés s'élèvent à 315.748 euros et sont constitués :

- des abonnements qui ont été pris ou renouvelés automatiquement en 2024 mais reportés sur 2025 au prorata du nombre de mois ouverts ; des billets cinéma achetés en 2024 pour des séances en 2025 ; les abonnements Positif ; les tickets CE pour un total de 132.248 euros.

- de la subvention de l'Europe à hauteur de 144.000 euros, concernant le marché international du film classique pour l'année 2025,
- de la subvention de la Métropole de Lyon pour 6.000 euros, concernant l'année scolaire 2024/2025, attribuée par le cycle Classe.com,
- de la subvention de la Métropole de Lyon pour 8.000 euros et de la Préfecture de 22.000 euros, concernant l'intégration sociale 2025,
- de la subvention du CNL pour 3.500 euros, concernant les abonnements Positif 2025.

Subventions

Subventions de fonctionnement

Les subventions sont affectées aux dépenses générales de l'association, conformément à sa mission statutaire de diffusion du patrimoine cinématographique:

- Ville de Lyon : 700.000 euros,
- CNC : 1.353.000 euros (dont complément exceptionnel pour 150.000 euros),
- Région AURA : 410.000 euros,
- Métropole : 173.242 euros

Pour un total de 2.636.242 euros.

Subventions affectées à des projets

Les subventions affectées à des projets spécifiques se décomposent de la façon suivante :

- CNC (Marché international du film, Edition Mémoires, Positif) : 140.000 euros,
- Région AURA (Festival Lumière) : 250.000 euros,
- Métropole (Festival Lumière, Class.com, Intégration sociale, Marché International du Film Classique) : 1.056.181 euros,
- DRAC (Education artistique et culturelle, Pédagogie Lycée) : 12.500 euros,
- Préfecture (Intégration sociale) : 17.500 euros,
- Europe (Marché International du Film Classique) : 169.000 euros,
- Institut Français (Marché International du Film Classique) : 5.000 euros,
- SACD (Festival, IL) : 14.300 euros,
- CNL (Positif) : 3.500 euros.

Pour un total de 1.667.981 euros.

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'association est constitué par les opérations dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante. Il est essentiellement constitué :

Produits

- Des reprises de subventions d'investissement à hauteur de 211.824 euros,
- Des produits de cession d'éléments d'actif à hauteur de 5.992 euros,
- De produits relatifs aux exercices antérieurs à hauteur de 23.770 euros.

Charges

- De la valeur comptable des éléments d'actif cédés à hauteur de 6.321 euros.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés, à l'exclusion d'une constatation par voie comptable.

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés, à l'exclusion d'une constatation par voie comptable.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans (sauf âge dépassé, précisé à 70 ans), en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 3.40%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 582.461 euros.

Ces montants ne sont pas couverts par une assurance spécifique, à l'exception d'un salarié pour lequel un contrat avec abondement a été souscrit à hauteur de 70.322 euros.

Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 14.000 heures pour 741 bénévoles. La valorisation de ce bénévolat à un taux horaire moyen de 12,36 €/heure (montant incluant les charges patronales), correspond à un montant de 247.912 euros. Les heures des bénévoles sont recensées via le logiciel RECREWTEER.

L'association bénéficie d'une mise à disposition gratuite de 254.916 euros. En effet, la Ville de Lyon met à disposition de l'Institut Lumière des locaux, la Villa ainsi que le Hangar du Premier Film, pour une valeur locative actuelle estimée à 254.916 euros H.T. par an. Par ailleurs, depuis 2020, l'Institut Lumière verse une redevance annuelle à la Ville de Lyon dans le cadre de ses privatisations.

Les archives du Premier Film sont mises à disposition par la Région. La valorisation de cette mise à disposition d'espaces n'a pas été obtenue.

Régime fiscal

L'entité est un organisme développant des activités lucratives. Elle est entièrement soumise aux impôts au régime de droit commun.

Informations requises par l'article L820-3 du code de commerce

Le montant total des honoraires de commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 8.400 euros.

Rémunérations versées à certains dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 277.111 euros. Le montant des avantages en nature ne concerne qu'un seul salarié à hauteur de 2.720 euros.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 454 541		100 333
TOTAL	2 454 541		100 333
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage	1 401 087		29 000
- Générales, agencements et aménagements divers	3 522 248		16 214
Matériel :			
- De transport	8 333		8 333
- De bureau et informatique, mobilier	1 122 372		61 267
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			8 893
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	6 054 040		123 708
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations	722 600		722 600
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	44 537		690
TOTAL	767 137		723 290
TOTAL GENERAL	9 275 718		947 331

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Valeur d'origine des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	93 230		2 461 644	
TOTAL	93 230		2 461 644	
Terrains				
Constructions :				
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
- Gales, agencts et aménagt. const.				
Installations :				
- Techniques, matériel et outillage			1 430 087	
- Gales, agencts et aménagt. divers	5 546		3 532 916	
- De transport		8 333	8 333	
Matériel :				
- De bureau et informatique, mobilier	4 950		1 178 689	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				8 893
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
TOTAL	10 496	8 334	6 158 918	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :				
- Participations	15 000	722 600	707 600	
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				45 227
TOTAL	15 000	722 600	752 827	
TOTAL GENERAL	118 726	730 934	9 373 389	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice		Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Autres postes d'immobilisations incorporelles		2 208 580	145 284	93 230	2 260 634
TOTAL		2 208 580	145 284	93 230	2 260 634
Terrains					
Constructions : - Sur sol propre					
- Sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements et aménagements des constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriel		869 902	26 915		896 817
Installations générales, agencements et aménagements divers		1 895 660	206 656	128	2 102 188
Matériel de transport		8 333	8 333	8 333	8 333
Matériel de bureau et informatique, mobilier		782 133	90 509	4 048	868 593
Emballages récupérables et divers					
TOTAL		3 556 028	332 413	12 509	3 875 931
TOTAL GENERAL		5 764 607	477 697	105 739	6 136 565

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GENERAL							
DOTATIONS NON VENTILEES		REPRISES NON VENTILEES		TOTAL GENERAL NON VENTILE			

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	45 227		45 227
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	352 996	352 996	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	512	512	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	497	497	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	349 667	349 667	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	1 240	1 240	
Divers	518 192	518 192	
Confédération, fédération, union, associations affiliées	764 581	764 581	
Débiteurs divers	3 419	3 419	
Charges constatées d'avance	165 591	165 591	
TOTAL	2 201 922	2 156 695	45 227

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine	365	365		
- A plus d'1 an à l'origine	1 438 203	353 695	648 242	436 266
Emprunts et dettes financières diverses	130 000	130 000		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 634 070	1 634 070		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	162 334	162 334		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	282 829	282 829		
Impôts sur les bénéfices	54 227	54 227		
Taxe sur la valeur ajoutée	48 460	48 460		
Autres impôts, taxes et assimilés	31 189	31 189		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	5 022	5 022		
Produits constatés d'avance	315 748	315 748		
TOTAL	4 102 447	3 017 939	648 242	436 266

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

376 001

Variation des fonds propres 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	33 050				33 050
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	304 753				304 753
Report à nouveau	996 942	-192 822			804 120
Excédent ou déficit de l'exercice	-192 822	192 822	22 130		22 130
Situation nette	1 141 923		22 130		1 164 053
Dotations consommables					
Subventions d'investissement	863 724		300 000	211 825	951 899
Provisions réglementées					
TOTAL	2 005 647		322 130	211 825	2 115 953

Tableau de mouvements des subventions d'investissement

Nature des subventions	Affectation	Montant à l'origine	Report au résultat de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
CNC		400 000	48 960	341 135
Région AURA		160 000	27 976	130 024
Ville de Lyon		260 000	54 200	207 922
Métropole		60 000	6 072	52 916
Divers		1 617 659	74 616	219 902
TOTAL		2 497 659	211 824	951 899

Variation des fonds dédiés - Contributions financières d'autres organismes

Contributions financières d'autres organismes	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Restauration Films Lumière - HFI	168 920		168 920				
100 ans du cinéma américain - E	70 000					70 000	
TOTAL	238 920		168 920			70 000	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif

(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

Etat des provisions et dépréciations

		Montant début exercice	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : reprises ex.		Montant à la fin de l'exercice
				Utilisées	Non utilisées	
Provisions réglementées						
Provisions pour investissements						
Provisions relatives aux stocks						
Provisions relatives aux éléments d'actif						
Amortissements dérogatoires						
Autres provisions réglementées						
TOTAL I						
Provisions pour risques et charges						
- litiges						
- amendes et pénalités						
Provisions pour risques	- pertes de change					
	- risque d'emploi					
	- autres					
Provisions pour charges sur legs ou donations						
Provisions pour pensions et obligations similaires						
Provisions pour impôts						
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices						
Autres provisions pour risques et charges			25 000			25 000
TOTAL II			25 000			25 000
Provisions pour dépréciations						
- incorporelles						
- corporelles						
Immobilisations	- Sur biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
	- Titres mis en équivalence					
	- Titres de participation		334 000			334 000
	- autres immobilisations financières					
Sur stocks et en-cours		343 413	21 915	8 552		356 776
Sur comptes clients						
Sur comptes de confédérations, fédérations, unions, entités affiliées						
Sur créances reçues par legs ou donations						
Autres dépréciations						
Total III		343 413	355 915	8 552		690 776
TOTAL GENERAL (I+II+III)		343 413	380 915	8 552		715 776
Dont dotations et reprises :	- d'exploitation		21 915			
	- financières		334 000			
	- exceptionnelles		25 000			

Contributions volontaires en nature

	Répartition par nature de charge	31/12/2024	31/12/2023
		Débit	Débit
860 - Secours en nature (alimentaire, vestimentaires,...)			
TOTAL			
861 - Mise a disposition gratuite de biens (locaux, matériel,...)			
Mise à disposition des locaux la Villa et le Hangar du premier film par la Ville de Lyon		254 916	254 916
TOTAL 254 916 254 916			
862 - Prestation			
TOTAL			
864 - Personnel bénévole			
Bénévoles pour le festival 2024		247 912	235 302
TOTAL 247 912 235 302			
TOTAL GENERAL 502 828 490 218			
	Répartition par nature de ressources	31/12/2024	31/12/2023
		Crédit	Crédit
870 - Dons en nature			
TOTAL			
871 - Prestation en nature			
Mise à disposition des locaux la Villa et le Hangar du premier film par la Ville de Lyon		254 916	254 916
TOTAL 254 916 254 916			
875 - Bénévolat			
Bénévoles pour le festival 2024		247 912	235 302
TOTAL 247 912 235 302			
TOTAL GENERAL 502 828 490 218			

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	19	
Agents de maîtrise & techniciens		
Employés	27	
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	46	

Engagements financiers

ENGAGEMENTS DONNES :

Nature des engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Crédit-bail mobilier	66 047
Crédit-bail immobilier	
Pensions, retraites et assimilés	582 461
Autres engagements	
TOTAL	648 508

Locations longues durées en cours :

- Zeन्द्रod : CM CIC du 07/2024 au 07/2029 = 21.660 euros,
- Alarme Hang : GRENKE du 10/2024 au 09/2029 = 2.394 euros,
- Alarme club 48 : GRENKE du 07/2020 au 09/2025 = 351 euros,
- Alarme arbres sec : GRENKE du 07/2020 au 09/2025 = 558 euros,
- Alarme Décines : GRENKE du 07/2020 au 09/2025 = 594 euros,
- Alarme entrepôt : GRENKE du 07/2020 au 09/2025 = 1.350 euros,
- Alarme musée : GRENKE du 10/2023 au 03/2026 = 720 euros,
- Véhicule : Expert Peugeot du 02/2022 au 02/2026 = 6.330 euros,
- Véhicule : 2008 Peugeot du 02/2022 au 02/2026 = 6.620 euros,
- Véhicule : Espace Renault du 10/2024 au 10/2027 = 25.471 euros.

ENGAGEMENTS RECUS :

Nature des engagements reçus	Montant en Euros
Abandon de créances	
<hr/>	
TOTAL	

Commentaires : néant

Liste des filiales et participations - Participation (10 à 50%)

Identification	Capital	Q.P. Détenue	Val. brute Titres	Prêts avances	Chiffre d'affaires
	Capitaux propres	Divid. encaiss.	Val. nette Titres	Cautions	Résultat
Liste des filiales et participations (plus de 10% uniquement)					
803529718 SAS CINEMAS LUMIERE	1 016 800	65.00	100	483 303	1 756 047
25 RUE DU PREMIER FILM					
69008 LYON	126 972				-65 360
824410260 SAS SORTIE D'USINE PRODUCTI	45 000	100.00	100		
25 RUE DU PREMIER FILM					
69008 LYON	49 385				-11 646
851240879 SAS CAFE LUMIERE	1 500	100.00	100		547 078
25 RUE DU PREMIER FILM					
69008 LYON	-127 265				-8 161

Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	132 854	231 942
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	265 978	230 318
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	288	329
Instruments de trésorerie	365	
TOTAL	399 485	462 588

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances clients, usagers et comptes rattachés		7 500
Créances reçues par legs ou donations		
Autres	497	
Valeurs mobilières de placement		
Instruments de trésorerie		
Disponibilités		
TOTAL	497	7 500

Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation	315 748	106 900
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		315 748	106 900

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	165 591	139 252
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		165 591	139 252